

# Justice Morte, action relayée à Grasse

**MANIF.** Ce 21 mars, à l'appel du Conseil National des Barreaux, c'est le débrayage pour les avocats grassois, rejoints par quelques magistrats et par Jérôme Viaud, président de l'agglo.

Ils étaient convoqués en AG à la Maison de l'Avocat, juste en face du palais de Justice de Grasse : à 11 heures, rendez-vous était donné sur le parvis du TGI, pour signifier, comme sur l'ensemble de la carte judiciaire de France, le mécontentement général d'une profession devant l'élaboration d'un projet de loi de programmation pour la Justice fustigé pour son manque flagrant d'ouverture à la concertation. "Les désignations ordinales sont annulées aujourd'hui, tous les dossiers appelés font l'objet de renvois systématiques" : en préambule, le bâtonnier Rodriguez prouve la force de frappe dont disposent les robes noires en colère, via ce

blocage des activités au sein du barreau grassois. L'explication ? "Il est regrettable que Madame la garde des Sceaux ne respecte pas le principe essentiel du contradictoire et ne laisse pas un délai raisonnable à l'ensemble des acteurs concernés pour analyser le texte et faire valoir leurs arguments." En d'autres mots, la réforme oui, mais pas au détriment de celles et ceux qui œuvrent pour le justiciable, plongés dans un flou artistique savamment orchestré selon eux.

#### Multiples griefs

Au menu des récriminations, "la crainte d'une dévitalisation du TGI de Grasse par simple décret,



Parmi les manifestants, beaucoup de représentants de l'UJA de Grasse, venus en solides renforts de leur aînés.

toujours d'actualité", malgré la marche arrière enclenchée par le gouvernement, au profit d'un supertribunal de Nice. Incompréhension, alors que l'arrondissement judiciaire de Grasse compte plus d'habitants que son voisin niçois. Idem pour la disparition annoncée des tribunaux d'instance, "actée par le projet de loi dans leur forme actuelle", avec la création de chambres détachées des TGI pour les supplanter. "C'est la fin de la justice de proximité" pour le bâtonnier Rodriguez qui

monte dans les tours à mesure que l'inventaire avance. "Sous prétexte de rationalité, on éloigne le juge du citoyen", voilà la marque de cette déjudiciarisation décriée. "Madame Belloubet est en train d'inventer la justice sans juge, la justice sans avocat... et si possible la justice sans justiciable."

#### Ça va chauffer !

Mais à Grasse comme dans la plupart des autres barreaux de France, on ne l'entend pas ce dette oreille. "Nous exigeons la mise en

place d'une véritable concertation avec l'ensemble des acteurs concernés et demandons la communication des projets d'ordonnances et de décrets envisagés," scande Roland Rodriguez. "Madame Belloubet doit cesser ces déclarations qui sont en contradiction avec les textes qu'elle propose et qui visent au démantèlement de la Justice. A défaut, c'est elle et elle-seule qui sera responsable du blocage du système qui se prépare." Grasse gronde, Grasse peaufine sa contre-attaque. A bon entendeur... IA

## Le CROEC Marseille-PACA à Nice

**CHIFFRE.** Etape niçoise pour le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables, qui a profité d'une séance délocalisée pour échanger avec ses troupes azuréennes.

● C'est d'usage, tous les trimestres, le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables se réunit hors cité phocéenne et en profite pour aller à la rencontre de ses troupes et échanger sur l'actualité de la profession. "C'est une volonté de proximité, d'aller au contact de tous les confrères pour parler des problèmes qui peuvent se présenter, recueillir leur avis aussi", explique le président Canesi. Ainsi ce 19 mars à Nice, à la veille de la séance du Conseil, une soixantaine d'experts-comptables azuréens ont répondu présents, à l'hôtel Aston, pour parler spécialisation de la profession, lutte anti-blanchiment, et surtout RGPD, ordonnances travail et prélèvement à la source, "c'est ce qui nous occupe en ce moment". Car même si sa mise en place ne sera effective qu'en janvier 2019, le sujet mobilise déjà largement les pros du chiffre : les experts-comptables enverront en mai via leur logiciel les déclara-



tions de revenus de leurs clients optant pour l'informatique, mais n'auront la possibilité de choisir le taux qu'en juillet via impots.gouv.fr, sans retour immédiat sur leur logiciel. "Il faut donc adapter tous les cabinets à la récupération des informations et à l'information des clients", souligne Sylvie Rouille, présidente de la Commis-

sion administrative des Alpes-Maritimes. "Car nous avons aussi les interrogations de nos clients à gérer, comme sur toute réforme, renchérit Lionel Canesi : nous sommes là pour accompagner nos clients dans le changement". Le CROEC organisera une réunion d'information avec l'administration fiscale le 27 avril prochain à la CCI.

## PETITES ANNONCES

OFFRES ET DEMANDES D'EMPLOIS  
consultables sur [www.tribuca.net](http://www.tribuca.net)  
RUBRIQUE «petites annonces»

### EMPLOI DEMANDES

#### Juridique Comptable

**Secrétaire juridique** confirmée en Cabinets d'Avocats : Excellente orthographe, frappe rapide, pratique du dictaphone, RPVA, - Bon relationnel, organisation du cabinet, rédaction courriers et certains actes, autonomie et rigueur - Recherche CDI à plein temps sur Nice. Tél. 06.09.01.55.12 Ref : B938

**Secrétaire juridique** (+30 ans), actuellement retraitée propose frappe actes divers à domicile avec dictaphone ou sténo ; possibilité télé travail ; standard téléphonique à domicile ; rapidité, efficacité . Contact 06.62.67.14.91 michelle.tasserie@free.fr Ref : A922

**Erika KISSEBERGER** - EKSecrétariat. Secrétaire juridique depuis plus de 7 ans et à présent secrétaire indépendante, diplômée de l'ENADEP vous propose ses services à distance ou sur site. Passionnée, réactive, professionnelle. Transcription audio, RPVA, Classement, Archivage... n'hésitez pas à me contacter au 07 68 57 55 73, par mail à l'adresse suivante [eksecretariat@gmail.com](mailto:eksecretariat@gmail.com) ou via mon site internet [www.eksecretariat.com](http://www.eksecretariat.com) Je serai ravie de collaborer avec vous Ref : A938

### EMPLOI OFFRES

#### Juridique Comptable

**Cabinet d'avocats** recherche un clerc ou juriste pour rédaction d'actes juridiques en CDD pour remplacement congé maternité d'avril à septembre 2018. Répondre à [ambre@tribuca.net](mailto:ambre@tribuca.net) qui transmettra Ref : D938

**Société Monaco** recherche un/une standardiste trilingue (français, anglais, Italien) gestion du standard, des visiteurs et du courrier. Poste évolutif si compétences. Autonomie, persévérance, confidentialité, initiative sont vos qualités. Références contrôlables exigées.CV avec photo et une LM manuscrite, à l'adresse suivante : [sampi@mariottgroup.com](mailto:sampi@mariottgroup.com). Confidentialité assurée. Ref : E937

### COLLABORATIONS CESSIONS

#### Juridique Comptable

**Cabinet d'Avocat** Civil, commercial, Droit des Affaires cherche Collaborateur - 3 ans d'expérience minimum - adresser CV à [cabinetbensaude@hotmail.fr](mailto:cabinetbensaude@hotmail.fr) Ref : E938

**Avocat** ayant prêté serment en Janvier 2017, justifiant d'une expérience en Droit civil, Droit immobilier, Dommage corporel et Droit pénal (Contentieux, Audiences, Expertises). Recherche collaboration de préférence à mi-temps. 06.89.96.19.24 Ref : C938